

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'agriculture
et de l'alimentation

**AVIS
PORTANT EXTENSION D'UN ACCORD INTERPROFESSIONNEL
CONCLU DANS LE CADRE
D'INTER RHÔNE**

L'avenant n° 2 à l'accord interprofessionnel 2020-2022 conclu le 8 novembre 2019 dans le cadre de l'interprofession INTER RHÔNE et portant sur le contrat de vente interprofessionnel est étendu par arrêté interministériel du 09 janvier 2020 et publié au Journal officiel de la République française le 17 janvier 2020 (AGRT1936308A).



INTER RHÔNE

AVENANT n°2 ACCORD INTERPROFESSIONNEL 2020 – 2021 – 2022

ANNEXE RELATIVE AU MODELE DE CONTRAT DE VENTE INTERPROFESSIONNEL

L'avenant modifie les dispositions de l'Accord Interprofessionnel 2020-2021-2022 relatif aux règles d'organisation du marché des vins d'AOC de la Vallée du Rhône, voté par l'Assemblée Générale d'Inter-Rhône le 07 juin 2019 en modifiant l'annexe relative au modèle de contrat de vente interprofessionnel.

L'accord interprofessionnel 2020-2021-2022 relatif aux règles d'organisation du marché des vins d'AOC de la Vallée du Rhône est ainsi modifié :

Modification de l'annexe

Le modèle de contrat de vente interprofessionnel annexé à l'accord triennal est modifié.

La nouvelle version est jointe en annexe du présent avenant.

Avignon, le 08 novembre 2019

Le Président d'Inter Rhône
Michel CHAPOUTIER

Le Vice-Président de la Production
Philippe PELLATON

Le Vice-Président du Négoce
Etienne MAFFRE



CONTRAT DE VENTE INTERPROFESSIONNEL

Première mise en marché

Saisie via Déclarvins (DTI)

Saisie le :

N° de Visa du contrat :

Soussignés	
Vendeur	Acheteur
Type : Raison sociale : Nom commercial : N° RCS / SIRET : Assujetti à la TVA : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non N° CVI / EVV : N° accises / EA : Adresse : Adresse de stockage si différente : Tél : Fax : Mél : Signé sur Déclarvins, le :	Type : Raison sociale : Nom commercial : N° RCS / SIRET : Assujetti à la TVA : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non N° CVI / EVV : N° accises / EA : Adresse : Adresse de livraison si différente : Tél : Fax : Mél : Signé sur Déclarvins, le :
<input type="checkbox"/> Par l'intermédiaire de : Courtier à : Signé sur Déclarvins, le : N° de carte professionnelle :	

PRODUIT / QUALITE / ORIGINE

<input type="checkbox"/> VIN	<input type="checkbox"/> RAISIN
Appellation : <input type="text"/>	Couleur : <input type="text"/>
Mention : <input type="checkbox"/> Domaine/Château (à préciser)..... Domaine/Château : Le vendeur autorise expressément l'Acheteur à utiliser son nom d'exploitation. Ce dernier devra être indiqué sur la facture et le document d'accompagnement. L'Acheteur devra respecter les exigences du décret n°2012-655 du 4 mai 2012 <input type="checkbox"/> Primeur <input type="checkbox"/> Autre :.....	Millésime : <input type="text"/> (<input type="checkbox"/> sans millésime) Certification/Label : <input type="checkbox"/> Conventionnel <input type="checkbox"/> Bio <input type="checkbox"/> Bio en conversion <input type="checkbox"/> HVE 3 <input type="checkbox"/> Autre :.....

TYPE DE CONTRAT

<input type="checkbox"/> Contrat ponctuel	<input type="checkbox"/> Contrat adossé à un contrat pluriannuel
Référence du contrat pluriannuel : <input type="text"/>	

SPECIFICITES DU CONTRAT

<input type="checkbox"/> Aucune spécificité	<input type="checkbox"/> Apport contractuel à une union	<input type="checkbox"/> Contrat interne entre 2 filiales
Expédition Export : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

VOLUME / PRIX

QUANTITE Volume / Poids total <i>(préciser HL ou Kg)</i>	PRIX unitaire net HT hors cotisation	Part CVO payée par l'acheteur
TYPE DE PRIX		
<input type="checkbox"/> PRIX DEFINITIF		
<input type="checkbox"/> PRIX NON DEFINITIF Préciser : <input type="checkbox"/> PRIX d'ACOMPTE <input type="checkbox"/> PRIX d'OBJECTIF	Si le prix n'est pas définitif, préciser ici les Modalités de fixation du prix définitif ou de révision du prix (celui-ci sera communiqué à Inter Rhône par les parties au contrat) :	
PAIEMENT		
<input type="checkbox"/> CADRE REGLEMENTAIRE GENERAL	Acompte obligatoire de 15% dans les 10 jours suivants la signature du contrat + <input type="checkbox"/> paiement max à 60j calendaires à compter de la date d'émission de la facture <input type="checkbox"/> paiement max à 45j fin de mois à compter de la date d'émission de la facture <input type="checkbox"/> délai inférieur, à préciser ci-contre : <input type="text"/>	
<input type="checkbox"/> ECHÉANCIER DE PAIEMENTS DEROGATOIRE SELON ACCORDS INTERPROFESSIONNELS	Préciser l'échéancier (sauf cas d'un contrat adossé à contrat pluriannuel) :	

MODE ET DATE DE RETRAISON / LIVRAISON

<input type="checkbox"/> Retrait/Livraison en VRAC	<input type="checkbox"/> Retrait/Livraison en TIRE BOUCHE	<input type="checkbox"/> Retrait/Livraison sur LATTES
Le produit sera : <input type="checkbox"/> retiré <input type="checkbox"/> livré		
Date limite de retrait / livraison : <input type="text"/>		

nc

EM

CONTRAT DE VENTE INTERPROFESSIONNEL

Première mise en marché

Saisie via Déclarvins (DTI)

CLAUSES OBLIGATOIRES

FORCE MAJEURE Les parties ne sauraient être tenues responsables de l'inexécution de leurs obligations respectives si cette inexécution est due à un cas de force majeure, conformément aux dispositions de l'article 1218 du Code civil. L'exécution des obligations est suspendue pendant la durée de la force majeure, et est reprise si les effets de la cause de non-exécution prennent fin.		
RESILIATION Conformément à l'article L. 631-24 du Code rural, les parties peuvent s'accorder sur des cas de résiliation du contrat en y attachant éventuellement des délais de préavis et indemnités. Si la résiliation se justifie par la modification du mode de production, le délai de préavis ainsi que l'indemnité éventuellement attachés sont minorés.		
Cas de résiliation	Délai de préavis	Indemnité
DUREE DU CONTRAT Le contrat entre en vigueur à compter de sa signature par toutes les parties et prend fin dès lors que son objet est réalisé, soit après la retraitou ou la livraison des marchandises et le complet paiement du prix		
PRIX Le prix s'entend Net : Hors Taxe, hors cotisations, hors transport, hors frais divers et hors courtage éventuels qui seront à régler en sus		
RESERVE INTERPROFESSIONNELLE Les volumes mis en réserve interprofessionnelle ne peuvent pas sortir des chais des opérateurs habilités et être commercialisés sous l'appellation d'origine contrôlée concernée avant la date de levée desdites mesures, fixée par l'organisation interprofessionnelle.		
INFORMATION DE L'INTERPROFESSION Les contrats de vente écrits en version papier doivent être renvoyés à Inter Rhône dans les 3 jours suivant la signature		
COTISATION INTERPROFESSIONNELLE La cotisation interprofessionnelle est due pour les deux parties contractantes. Elle est payée en totalité par le producteur sur la base de la Déclaration Récapitulative Mensuelle de sortie de chais (DRM). Celui-ci en facture la moitié à l'acheteur et l'indique sur le contrat de vente.		
REPORT DU NUMERO DE CONTRAT Le numéro du contrat de vente interprofessionnel est à reporter sur la DRM, sur la déclaration de transaction vrac de l'OI/OC concernée, ainsi que dans le registre de cave.		

CLAUSES COMPLEMENTAIRES

EMISSION DE LA FACTURE L'émission de facture s'effectue au plus tard à la date de retraitou prévue au contrat même si le produit n'a pas été retiré <i>En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause</i> <input type="checkbox"/>
AGREAGE DES VINS Clause relative à l'agrégé des vins « Pour faire application des dispositions de l'article 1587 du code civil, il est convenu d'un accord commun entre les parties que l'agrégé du vin, tel qu'il résulte dudit article, s'effectue en deux temps : - à la commande, un agrégé du vin destiné à vérifier que celui-ci correspond à la qualité et/ou aux critères analytiques recherchés par l'acheteur dont une copie est communiquée au vendeur et, - à la retraitou, une confirmation d'agrégé de ce même vin destinée à vérifier que celui-ci est loyal et marchand. Cette confirmation d'agrégé ne permet en aucun cas à l'acheteur de refuser l'achat de façon discrétionnaire. Il ne pourra le faire que sur des faits objectifs, en raison du non-respect des normes réglementaires et/ou en raison des variations importantes des critères analytiques au jour de la commande. Une fois cette double formalité effectuée, la vente du vin est considérée comme parfaite en vertu des dispositions des articles 1583, 1585 et 1587 du code civil. <i>En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause</i> <input type="checkbox"/>
TRANSFERT DE PROPRIETE En vertu de l'article 2367 du code civil et par dérogation à l'article 1583 du code civil, les parties conviennent que le transfert de propriété des produits objets du présent contrat interviendra au moment de leur livraison matérielle. Toutefois, si à cette date, le prix n'est pas complètement payé par l'acheteur, les produits resteront de convention expresse entre les parties la propriété du vendeur jusqu'au complet paiement du prix, dans les conditions de la clause de réserve de propriété de la loi du 12 mai 1980. Le transfert des risques à l'acheteur intervient dès l'enlèvement des vins vendus objet du présent contrat. <i>En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause</i> <input type="checkbox"/>

AUTRES CONDITIONS

SAISIE LIBRE DES AUTRES CONDITIONS CONVENUES ENTRE LES PARTIES

MC RP EM